



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES LANDES

PREFET
DES HAUTES-PYRENEES

PREFET
DES PYRENEES-ATLANTIQUES

PREFET DU GERS

Préfecture des Landes
Direction des actions de l'Etat
et des collectivités locales
Bureau du contrôle administratif

**Arrêté PR/DAECL/2016/n°790 portant transformation
de l'entente interdépartementale « Institution Adour »
en syndicat mixte ouvert**

Le préfet des Landes, Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
La préfète des Hautes-Pyrénées, Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Le préfet des Pyrénées-Atlantiques Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Le préfet du Gers, Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5421-1 à L.5421-7 ;

VU le code de l'environnement et notamment l'article L.213-12 ;

VU la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et notamment son article 62 ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 7 juillet 1978 portant création de l'institution interdépartementale pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 avril 2007 délimitant le périmètre d'intervention de l'Institution Adour en qualité d'établissement territorial de bassin ;

VU la délibération du conseil d'administration de l'Institution Adour du 10 octobre 2016 relative à la transformation de l'institution interdépartementale en syndicat mixte approuvant la transformation ainsi que les nouveaux statuts ;

VU les délibérations concordantes adoptées par le Conseil départemental du Gers le 28 octobre 2016, le Conseil départemental des Landes le 7 novembre 2016, le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées le 9 décembre 2016 et le Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques le 15 décembre 2016 approuvant la transformation de l'Institution Adour en syndicat mixte ouvert et approuvant le projet de statuts du syndicat ;

VU l'avis émis le 16 décembre 2016 par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie représentant le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne ;

CONSIDERANT que les institutions ou organismes interdépartementaux reconnus établissements publics territoriaux de bassin à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles conservent cette reconnaissance jusqu'à modification de leur statut en syndicat mixte, et au plus tard jusqu'au 1er janvier 2018.

CONSIDERANT que l'Institution Adour, reconnue établissement public territorial de bassin, a proposé à ses membres d'anticiper cette échéance en procédant à sa transformation en syndicat mixte ouvert ;

CONSIDERANT que la composition de l'entente interdépartementale comprend au moins une collectivité territoriale, ce qui lui permet de se transformer en syndicat mixte ouvert, conformément au deuxième alinéa de l'article L.5721-2 du CGCT ;

CONSIDERANT que les conditions de majorité prévues par l'article L5421-7 du CGCT sont réunies pour que les représentants de l'État des départements concernés puissent acter la transformation de l'Institution Adour en syndicat mixte ouvert sur décision de l'ensemble des membres qui composent actuellement l'entente interdépartementale ;

SUR PROPOSITION des secrétaires généraux des préfetures des Landes, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques et du Gers ;

ARRÊTENT :

Article 1^{er} : Transformation et dénomination

L'institution interdépartementale « Institution Adour » est transformée à compter du 1^{er} janvier 2017 en syndicat mixte ouvert dénommé « Institution Adour ».

L'Institution Adour conserve sa qualité d'établissement public territorial du bassin de l'Adour à l'issue de sa transformation en syndicat mixte ouvert.

Article 2 : Composition

Le syndicat mixte Institution Adour est composé des membres suivants :

Département du Gers,
Département des Landes,
Département des Pyrénées-Atlantiques,
Département des Hautes-Pyrénées.

Article 3 : Siège

Le siège du syndicat mixte Institution Adour est fixé dans le département des Landes à l'adresse suivante :

15 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN Cedex.

Article 4 : Comptable assignataire

Les fonctions de comptable du syndicat mixte Institution Adour sont exercées par le payeur départemental des Landes.

Article 5 : Statuts

Les statuts déterminant notamment les compétences et les modalités de fonctionnement du syndicat mixte Institution Adour sont annexés au présent arrêté.

Article 6 : Dispositions diverses

L'ensemble des biens, droits et obligations de l'institution ou de l'organisme interdépartemental sont transférés au syndicat mixte, qui se substitue de plein droit à l'institution ou à l'organisme interdépartemental dans toutes ses délibérations et tous ses actes à la date de la transformation.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Les cocontractants sont informés de la substitution de personne morale.

La substitution de personne morale aux contrats conclus par l'institution ou l'organisme interdépartemental n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

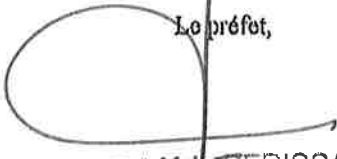
L'ensemble des personnels de l'institution ou de l'organisme interdépartemental est réputé relever du syndicat mixte, dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les siennes.

Article 7 : Exécution

Les secrétaires généraux des préfectures des Landes, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques et du Gers, le directeur départemental des finances publiques des Landes, le président de l'Institution Adour, les présidents des conseils départementaux des Landes, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques et du Gers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des notes administratifs des services de l'État dans les départements des Landes, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques et du Gers et transmis au préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne.

Mont de Marsan le, *29 décembre 2016*

Le préfet,


Frédéric PERISSAT

Pau le, *26 décembre 2016*

Le préfet


Eric MORVAN

Tarbes le, *28 décembre 2016*

La préfète,


Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général

Marc ZARROUATI

Auch le, *27 décembre 2016*

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Guy FITZER

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau (50, cours Lyautey - BP 543 - 64 010 PAU Cedex) dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs des services de l'État dans les départements des Landes, des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques et du Gers.